

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 14  
Procuration(s) : 8  
Absent(s) : 4  
Nombres de votants : 22  
Votes pour : 22  
Vote contre : 0  
Abstention : 0  
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0076

Portant avis du Conseil départemental sur le projet de décret relatif au régime d'assurance chômage

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA,

**Conseillers départementaux absents:**

Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_00197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente
- Vu** la saisine de Monsieur le Préfet de Mayotte en date du 5 juin 2024 ;
- Vu** le rapport n°2024-02206 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

**DECIDE**

**Article 1 :** De donner un avis favorable de principe au projet de décret relatif au régime d'assurance chômage en rappelant le vœu du Département de voir la mise en place d'un calendrier d'accélération de la convergence générale en matière de droit pour le territoire ;

**Article 2 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil département**

**Ben Issa OUSSENI**



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 5 juin 2024

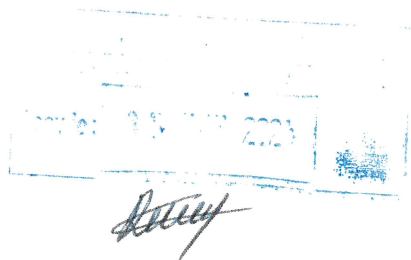
Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



**Objet :** Projet de décret relatif au régime d'assurance chômage.

**P. J :** projet de décret, fiche outre-mer

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret relatif au régime d'assurance chômage ainsi que la fiche relative à l'application outre-mer.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte, **selon la procédure d'urgence**.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

[secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr)  
[consultation@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:consultation@mayotte.pref.gouv.fr)

**Le Gouvernement souhaite disposer d'accusés de réception des collectivités datés du 7 juin 2024 au plus tard.**

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général

  
Sabry HANI

## Fiche relative à l'application outre-mer

### Projet de décret relatif au régime d'assurance chômage

NOR : TSSD2414231D

#### *1/ Objet :*

Du fait de son incompatibilité avec les orientations du document de cadrage du 1<sup>er</sup> août 2023, le Gouvernement a refusé l'agrément de la convention du 27 novembre 2023 relative à l'assurance chômage, et ce faisant, de la convention d'assurance chômage à Mayotte et de leurs textes associés. En application du dernier alinéa de l'article L. 5422-20 du code du travail, les règles relatives au régime d'assurance chômage sont donc déterminées par un décret en Conseil d'Etat.

Ce projet de décret reconduit à l'identique, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, l'ensemble des dispositions du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage, et prévoit, l'introduction de nouvelles dispositions destinées à favoriser un retour plus rapide à l'emploi ainsi que l'emploi durable, conformément au document de cadrage du 1<sup>er</sup> août 2023 et en cohérence avec les dispositions de la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, qui ont permis la mise en œuvre d'un nouveau parcours usager et d'un accompagnement plus personnalisé de l'ensemble des personnes en recherche d'emploi. A l'exception du nouveau mécanisme de contracyclicité, dont l'entrée en vigueur est conditionnée à un taux de chômage inférieur à 6,5% sur deux trimestres consécutifs, ces nouvelles dispositions entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2024.

Conformément au **principe d'identité législative**, le présent décret s'applique de plein droit aux collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion). Il s'applique également à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

Toutefois, **l'annexe B, régissant les modalités d'indemnisation chômage à Mayotte n'est pas modifiée, la réglementation applicable sur ce territoire étant reconduite à l'identique**, dans l'attente de travaux d'évaluation que nécessitera une éventuelle convergence avec le régime général.

Conformément à l'objectif du document de cadrage du 1<sup>er</sup> août 2023, qui prévoit des mesures favorisant le retour en emploi des seniors et tire les conséquences de l'allongement de la durée d'activité sur leurs règles d'indemnisation :

- l'entrée dans la filière seniors est décalée à 57 ans ;
- un bonus d'activité seniors est mis en place afin d'inciter à la reprise d'un emploi. Celui-ci permet au senior de plus de 57 ans de cumuler, pendant 12 mois, son revenu d'activité avec son ancienne allocation de retour à l'emploi, abattue à hauteur de 40% seulement de son nouveau salaire (contre 70% dans le droit commun) ;
- l'entrée dans le dispositif du maintien de droit est décalée de 62 ans à 64 ans ;
- l'allocation de maintien de droits est plafonnée à 57% du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Afin de lutter contre l'alternance fréquente entre périodes d'emploi et chômage, le projet de décret relève de 6 à 8 mois la condition d'affiliation à l'assurance chômage, à savoir la période minimale d'emploi qui permet d'ouvrir un droit à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Le projet de décret prévoit également une réduction de la période de référence affiliation (PRA), période au sein de laquelle est recherchée la condition d'affiliation. Dans le droit en vigueur, la PRA est de 24 mois pour les demandeurs d'emploi âgés de moins de 53 ans, et de 36 mois pour les demandeurs d'emploi âgés de 53 ans et plus. Cette durée est recherchée à partir de la fin du dernier contrat de travail. Le projet

de décret fixe une PRA à 20 mois pour les demandeurs d'emploi âgés de moins de 57 ans et à 30 mois pour les demandeurs d'emploi âgés de 57 ans et plus.

En outre, afin de renforcer les mécanismes d'adaptation de l'indemnisation des demandeurs d'emploi à l'état de la conjoncture économique, le projet de décret complète le mécanisme de modulation introduit par le décret n° 2023-33 du 26 janvier 2023. Depuis le 1<sup>er</sup> février 2023, les demandeurs d'emploi se voient appliquer un coefficient de réduction de leur durée d'indemnisation de 0,75 à l'ouverture de leurs droits. En cas de dégradation de la conjoncture (hausse de plus de 0,8 point du taux de chômage sur un trimestre ou taux de chômage supérieur à 9%), les demandeurs d'emploi se voient attribuer un complément de fin de droits qui a pour effet d'allonger la durée d'indemnisation à hauteur de ce qui a été réduit à l'ouverture du droit (soit 0,25). Le projet de décret prévoit que dans l'hypothèse où le taux de chômage serait inférieur à 6,5% sur deux trimestres consécutifs, les demandeurs d'emploi se verraient appliquer un coefficient de réduction de leur durée d'indemnisation de 0,6 à l'ouverture de leurs droits. En cas de passage du taux de chômage au-dessus de 6,5%, ou en cas de hausse du taux de chômage de plus de 0,8 point, un complément de fin de droits serait de 0,15 serait attribué.

Toutefois, **ce mécanisme continue de ne pas être applicable** aux personnes s'ouvrant des droits dans les départements relevant de l'article 73 de la Constitution (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), ni à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, compte tenu des caractéristiques économiques particulières de ces territoires.

De plus, afin de lutter contre les contrats courts, le projet reconduit les règles actuelles de modulation de la contribution employeur, dit mécanisme de « bonus-malus » pour les sept secteurs entrant dans son champ. Conformément aux annonces du Premier ministre, une concertation sera prochainement menée avec les partenaires sociaux afin de déterminer les évolutions à venir du dispositif. Ce dispositif continue de ne pas s'appliquer à Mayotte.

Enfin, le décret décline d'autres dispositions, consistant, d'une part en la reprise de certaines des mesures figurant dans la convention du 27 novembre 2023 et, d'autre part, en des ajustements techniques ou juridiques.

Au titre de la reprise des mesures de la convention du 27 novembre 2023, figurent notamment :

- la mensualisation qui consiste à verser trente allocations journalières quel que soit nombre de jours du mois civil considéré (sauf en cas de survenance d'événements déclarés par l'allocataire), sans changer le capital global de droits ;
- l'augmentation du délai en-deçà duquel le salarié qui rompt sa période d'essai peut bénéficier d'une poursuite ou d'une reprise de son indemnisation (passage de 3 à 4 mois) ;
- l'amélioration de l'efficacité de l'indemnisation des créateurs d'entreprise, avec une mesure permettant de maintenir le versement intégral de l'allocation d'aide au retour à l'emploi, en cas de reprise d'une activité non salariée, dans la limite de 60% du reliquat des droits restant dû, et une mesure supprimant le second versement de l'ARCE en cas de conclusion d'un contrat à durée indéterminée à temps plein ;
- l'automatisation de l'attribution de l'aide de fin de droit ;
- la révision des conditions d'ouverture de l'allocation décès pour permettre son versement y compris lorsque l'indemnisation de l'allocataire était suspendue lors de son décès ;
- la révision des modalités d'application du délai de déchéance avec sa vérification tous les mois et l'ajout de nouveaux cas d'allongement, en sus de ceux relevant de dispositions légales (périodes de maladies donnant lieu au versement d'indemnités journalières de sécurité sociale, de congés maternité et paternité et périodes de formation) ;
- la création d'un événement majorant rémunération (permettant de reconstituer le salaire durant cette période pour calculer l'allocation d'aide au retour à l'emploi) pour le mois suivant la déclaration d'inaptitude du salarié ;
- la modification des dates de paiement de l'allocation journalière et de la borne de fin du délai de forclusion ;

- l'intégration des indemnités de compte-épargne-temps et des indemnités transactionnelles dans les sommes exclues du salaire de référence ;
- la suppression du bénéfice de l'allocation d'aide au retour à l'emploi en cours de formation pour les salariés licenciés en cours de congé individuel de formation (disposition obsolète) ;
- l'impossibilité de remettre en cause la qualification d'activité conservée après l'ouverture du droit.

Au titre des ajustement techniques ou juridiques figurent les mesures suivantes :

- mesures d'application de la loi :
  - o création d'une annexe (annexe IV) relative aux personnes ayant travaillé sous contrat d'emploi pénitentiaire en application de l'ordonnance n° 2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues. Cette annexe prévoit un mécanisme de neutralisation des périodes de détention durant lesquelles le détenu n'a pas été employé dans le cadre d'un contrat d'emploi pénitentiaire, permettant de retirer les périodes non travaillées de la durée d'indemnisation (diminution de la durée d'indemnisation) et du diviseur du SJR (augmentation du SJR), dans le but de ne pas pénaliser les détenus qui travaillent en contrat d'emploi pénitentiaire ;
  - o définition de la borne de fin de la période de 12 mois dans laquelle peuvent être constatés les deux refus de CDI qui privent les salariés d'indemnisation en application de la loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 : il s'agit de la date de fin du dernier contrat de travail.
- ajustement technique :
  - o assouplissement de la condition d'affiliation spécifique pour le dispositif démissionnaire en lien avec une recommandation du Médiateur de France travail en la faisant passer de 1300 jours sur les cinq dernières années à 1300 jours sur les six dernières années ;
  - o rétablissement des dispositions des articles 6 § 2 et 25 § 3 et dans les annexes I, II, III et V, antérieures au décret n° 2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public, supprimées à tort par le décret du 16 juin 2020 susvisé.

S'agissant des annexes I, II, III, V, IX, le projet de décret intègre les modifications effectuées dans le régime général tout en tenant compte, le cas échéant, des adaptations nécessaires. Ainsi, les changements de paramètres en matière d'affiliation (8 mois dans les 20 ou 30 mois) sont déclinés en fonction des spécificités des professions concernées (heures travaillées, jours travaillés, jours d'embarquement, vacances), à l'exception du chapitre 2 de l'annexe IX (affiliation facultative des employeurs non compris dans le champ territorial du régime d'assurance chômage) qui fait l'objet d'un régime totalement dérogatoire. Les mesures seniors sont également déclinées, avec une exception s'agissant du décalage des bornes d'âge liées à l'absence d'application de la réforme des retraites pour les gens de mer et les marins pêcheurs, avec un maintien de la borne à 53 ans (chapitres 1 et 2 de l'annexe II). L'absence d'application de la contracyclicité est maintenue pour les marins-pêcheurs salariés (chapitre 2 de l'annexe II), les ouvriers dockers occasionnels (chapitre 2 de l'annexe III), les salariés d'employeurs installés à l'étranger qui ont adhéré volontairement au régime d'assurance chômage (chapitre 2 de l'annexe IX), et les intermittents du spectacle (annexes VIII et X).

S'agissant des annexes VIII et X relatives à l'indemnisation du chômage des intermittents du spectacle, le projet de décret intègre les modifications de mise en cohérence avec les évolutions du régime général. En outre, en application de la réforme des retraites, le décalage des bornes d'âges de 62 à 64 ans pour le maintien de droits leur est appliqué dans les mêmes conditions que pour le régime général.

Par ailleurs, différentes mesures techniques sont intégrées dans ces annexes afin de tenir compte de l'obligation de déclarer les intermittents du spectacle en DSN (déclaration sociale nominative) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, en application du décret du 21 novembre 2016 relatif à la généralisation de la DSN.

Le projet de décret prévoit également de modifier les modalités de recouvrement des contributions précisées à l'article 53 des annexes VIII et X pour se référer à celles prévues à l'article R. 243-6 du code de la sécurité sociale, qui énonce que le versement des cotisations sociales est effectué le mois suivant la période de travail au titre de laquelle les rémunérations sont dues (au plus tard le 5 de ce mois pour les employeurs dont l'effectif est d'un moins cinquante salariés et dont la paie est effectuée au cours du même mois que la période de travail ou le 15 de ce mois dans les autres cas).

## ***2/ Entrée en vigueur :***

Les mesures du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage dans la rédaction issue du présent décret, seront applicables aux salariés privés d'emploi dont la fin du contrat de travail intervient à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2024, à l'exception de ceux pour lesquels la procédure de licenciement a été engagée avant cette date.

Cependant, des modalités particulières d'entrée en vigueur des dispositions ci-dessous sont prévues :

- la mensualisation est applicable à l'ensemble des allocataires en cours d'indemnisation au 1<sup>er</sup> décembre 2024 et aux nouveaux allocataires postérieurement à cette date ;
- le passage du délai de 3 mois à 4 mois dans lequel doit intervenir une rupture de la période d'essai à l'initiative du salarié pour que celui-ci conserve des droits à indemnisation est applicable dès lors que la fin de contrat de travail éventuellement examinée en vue de la reprise ou de la poursuite de paiement intervient à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2024 ;
- la condition tenant à l'absence de reprise d'emploi salarié (CDI à temps plein) pour le second versement de l'ARCE est applicable pour toute création ou reprise d'entreprise intervenant à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2024 ;
- la modification des conditions de versement de l'allocation décès est applicable dès lors que le décès de l'allocataire est survenu à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2024 ;
- l'automatisation de l'attribution de l'aide de fin de droit est applicable aux allocataires dont le terme des droits à l'allocation d'aide au retour à l'emploi intervient à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2024.

Les mesures relatives à la prolongation du dispositif de modulation des contributions des employeurs (« bonus-malus ») sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024.

Les dispositions de l'annexe IV relative aux personnes ayant travaillé sous contrat d'emploi pénitentiaire entrent en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2024, conformément aux dispositions du III de l'article 27 de l'ordonnance n° 2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues.

Enfin, l'article 5 quater prévoit une entrée en vigueur différée du nouveau mécanisme de contracyclicité, qui ne prendra effet que si le taux de chômage constaté par un arrêté du ministre chargé de l'emploi sur deux trimestres consécutifs est inférieur à 6,5 %. Le nouveau mécanisme sera alors applicable aux travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail est postérieure au premier jour du mois civil suivant la publication de cet arrêté.

Les dispositions du présent décret sont applicables jusqu'au 30 juin 2027.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail, de la santé et des  
solidarités

### Décret n° du relatif au régime d'assurance chômage

NOR : TSSD2414231D

**Publics concernés :**

**Objet :**

**Entrée en vigueur :**

**Notice :** le texte a pour objet

**Références :** le décret et les dispositions réglementaires qu'il modifie peuvent être consultés, dans leur rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu le code du travail ;

Vu le décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage ;

Vu l'avis de la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du XXX;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du XXX;

Vu l'avis de la commission nationale de la négociation collective maritime, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du XXX;

Vu la saisine du conseil départemental de Mayotte en date du **XXX** ;

Vu la saisine du conseil départemental de Guadeloupe en date du **XXX** ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du **XXX** ;

Vu la saisine du conseil régional de La Réunion en date du **XXX** ;

Vu la saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du **XXX** ;

Vu la saisine de l'assemblée de Martinique en date du **XXX** ;

Vu la saisine du conseil départemental de La Réunion en date du **XXX** ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Barthélemy en date du **XXX** ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Martin en date du **XXX** ;

Vu la saisine de l'assemblée de Guyane en date du **XXX** ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

## **DECRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 1<sup>er</sup> :

a) Au I, les mots : « au I de l'article 1er de la loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 5422-20 du code du travail » ;

b) Au II, les mots : « mentionnées au I de l'article 1er de la loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi » sont remplacés par les mots : « prévues à l'article L. 5524-3 du code du travail »

2° A l'article 3 :

a) Au premier alinéa, les mots : « correspond à 10% » sont remplacés par les mots : « versée à l'opérateur France travail, notamment pour financer son action d'accompagnement et de formation des demandeurs d'emploi, correspond à 11% » ;

b) Le second alinéa est abrogé ;

3° L'article 4 est abrogé ;

4° Après l'article 5 bis, sont insérés deux articles ainsi rédigés :

« Art. 5 ter.- Les articles 2, 3, 4, 6, 7, 9, 9 bis, 10, 12, 13, 14, 16, 17, 17bis, 21, 23, 25, 26, 27, 28, 31, 32bis, 33, 43, 46 bis et 65 du règlement d'assurance chômage ainsi que les dispositions correspondantes des annexes I, II, III, V, VIII, des chapitres 1er et 2 de l'annexe IX, et de l'annexe X dans leur rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage, sont applicables aux travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail est intervenue à compter du 1er décembre 2024, à l'exception de ceux dont la date d'engagement de la procédure de licenciement est antérieure à cette date.

« Pour l'application des dispositions de l'alinéa précédent, la date d'engagement de la procédure de licenciement correspond, selon le cas, à la date de l'entretien préalable mentionné aux articles L. 1232-2 et L. 1233-11 du code du travail ou à la date de présentation de la lettre de convocation à la première réunion du comité social et économique mentionnée aux articles L. 1233-28 à L. 1233-30 du même code.

« Les articles 9 ter et 9 quater du règlement d'assurance chômage ainsi que les dispositions correspondantes dans le chapitre 2 de l'annexe II, le chapitre 2 de l'annexe III et les chapitre 1<sup>er</sup> et 2 de l'annexe IX sont applicables à compter de la date fixée au troisième alinéa de l'article 5 quater du présent décret.

« Les articles 50-3, 50-5, 50-7, 50-9 et 51 du règlement d'assurance chômage, dans leur rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage, sont applicables à compter du 1er septembre 2024.

« Le premier alinéa de l'article 24 du règlement d'assurance chômage dans sa rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage est applicable à l'ensemble des allocataires en cours d'indemnisation au 1<sup>er</sup> décembre 2024 et aux nouveaux allocataires postérieurement à cette date.

« Par dérogation au premier alinéa du présent article, le cinquième alinéa du § 1er et le premier alinéa du §2 de l'article 26 du règlement d'assurance chômage, dans leur rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage, sont applicables dès lors que la fin de contrat de travail éventuellement examinée en vue de la reprise ou de la poursuite de paiement intervient à compter du 1er décembre 2024.

« Le septième alinéa de l'article 35 du règlement d'assurance chômage, dans sa rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage, est applicable pour toute création ou reprise d'entreprise intervenant à compter du 1er décembre 2024.

« L'article 36 du règlement d'assurance chômage, dans sa rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage, est applicable dès lors que le décès de l'allocataire est survenu à compter du 1er décembre 2024.

« L'article 38 du règlement d'assurance chômage, dans sa rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage, est applicable aux allocataires dont le terme des droits à l'allocation d'aide au retour à l'emploi intervient à compter du 1er décembre 2024.

« Les dispositions de l'annexe IV figurant à l'annexe A du présent décret entrent en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard à compter du 1er décembre 2024, conformément aux dispositions du III de l'article 27 de l'ordonnance n° 2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues.

« Art. 5 quater.- I.- Le coefficient mentionné au deuxième alinéa du 1° de l'article 9 §1er du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A est fixé à 0,6 si l'estimation du taux de chômage France (hors Mayotte) au sens du Bureau international du travail constaté sur deux trimestres consécutifs par l'Institut national de la statistique et des études économiques est inférieure à 6,5 %.

« Un arrêté du ministre chargé de l'emploi est publié dans un délai maximum de dix jours suivant la publication par l'Institut national de la statistique et des études économiques des résultats des enquêtes trimestrielles permettant de vérifier le respect de cette condition.

« Ce coefficient de 0,6 est applicable aux travailleurs privés d'emploi dont la fin de contrat de travail est postérieure au premier jour du mois civil suivant la publication de cet arrêté à l'exception de ceux dont la date d'engagement de la procédure de licenciement est antérieure à cette date.

« II.- A compter de cette même date, le règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A est ainsi modifié :

« 1° L'article 9 est remplacé par l'article 9 ter dans sa rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage.

« 2° L'article 9 bis est remplacé par l'article 9 quater dans sa rédaction issue du décret n° 2024-XX du XX/XX/2024 relatif au régime d'assurance chômage.

« 3° La référence à l'article 9 est remplacée par une référence à l'article 9 ter dans toutes les dispositions du règlement d'assurance chômage en vigueur. » ;

5° Au premier alinéa de l'article 6, les mots : « 5 et 5 bis, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté portant agrément de l'accord prévu à l'article L. 5422-21 du code du travail ou, le cas échéant, du décret en Conseil d'Etat pris sur le fondement du troisième alinéa de l'article L. 5422-20 du même code, et au plus tard jusqu'au 30 juin 2024 » sont remplacés par les mots : « 5, 5 bis, 5 ter et 5 quater jusqu'au 30 juin 2027 ».

## Article 2

Le titre I du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° Le §1<sup>er</sup> de l'article 2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, en application du second alinéa du 3° de l'article L. 5422-1 du code du travail, la condition de chômage involontaire n'est pas satisfaite en cas de refus à deux reprises au cours d'une période de douze mois précédant la dernière fin de contrat de travail, d'une proposition de contrat de travail à durée indéterminée faisant suite à une fin de contrat de travail à durée déterminée ou d'un contrat de mission dans les conditions prévues par les articles L.1243-11-1 ou L. 1251-33-1 du code du travail, excepté lorsque le salarié a été employé dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée au cours de la même période ou lorsque la dernière proposition de l'employeur n'est pas conforme aux critères prévus par le projet personnalisé d'accès à l'emploi si ce projet a été élaboré avant la date du dernier refus pris en compte. »

2° A l'article 3 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au deuxième alinéa, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » et le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » ;

ii) Au troisième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 »

iii) Au quatrième alinéa, le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;

b) Le deuxième alinéa du §3 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, ne sont pas prises en compte dans la durée d'affiliation les périodes d'emploi ni rémunérées ni indemnisées suivantes :

« - les périodes de suspension du contrat de travail exercées dans le cadre de l'article L. 3142-28 du code du travail, d'un congé sans solde et assimilé d'une durée supérieure ou égale à un mois civil, lorsque ces périodes n'ont pas donné lieu au versement des contributions mentionnées aux articles L. 5422-9 à L. 5422-12 du code du travail ;

« - les périodes de disponibilité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-1 à L. 514-8 du code général de la fonction publique et par les articles 42 à 51 bis du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 pour les fonctionnaires de l'Etat, par les articles 18 à 26 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 pour les fonctionnaires territoriaux, par les articles 28 à 37 du décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 pour les fonctionnaires hospitaliers. »

3° A l'article 4 :

a) Le second alinéa du b est abrogé ;

b) Au deuxième alinéa du c, après les mots : « nombre de trimestres », sont insérés les mots : « dans les conditions prévues à l'article 9 » ;

c) Au f, après le mot : « résider » sont ajoutés les mots : « de manière effective » et après les mots : « le présent règlement » sont ajoutés les mots : « au moins six mois au cours de l'année civile de versement de l'allocation » ;

d) Au g, le nombre « soixante » est remplacé par le nombre : « soixante-douze » ;

4° Au §2 de l'article 6 :

a) Au premier alinéa, les mots : « qui ne relèvent pas du décret n° 2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public bénéficiant d'une des périodes de suspension mentionnées au deuxième alinéa du » sont remplacés par les mots : « bénéficiant d'une des périodes d'emploi non prises en compte en affiliation mentionnées au » ;

b) Au second alinéa, les mots : « de suspension du contrat de travail » sont remplacés par les mots : « d'emploi non prise en compte en affiliation » ;

5° A l'article 7 :

a) Au §1er, les mots : « ou, le cas échéant, du premier jour du mois au cours duquel la demande d'allocation prévue au §1er de l'article 39 a été déposée » sont remplacés par les mots : « . Lorsque le demandeur d'emploi est déjà inscrit, la fin du contrat de travail prise en considération est la dernière fin de contrat de travail précédant la demande d'allocation prévue à l'article 39 § 1er et doit se situer dans un délai de douze mois dont le terme est la veille du dépôt de cette demande. » ;

b) Le e du §2 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« e) Des périodes durant lesquelles l'intéressé a fait l'objet d'une mesure d'incarcération qui s'est prolongée au plus trois ans :

« - après la rupture d'un contrat de travail survenue dans un délai maximum d'un mois avant la période de privation de liberté ;

« - après la rupture d'un contrat de travail ou d'un contrat d'emploi pénitentiaire survenue pendant la période de privation de liberté ; » ;

6° A l'article 9 :

a) Au §1er :

i) Au 2° :

- Au premier alinéa, les mots : « de la durée prévue au §5 ou » sont supprimés et la référence : « §6 » est remplacée par la référence : « §7 » ;

- Au second alinéa, les mots : « , augmentée le cas échéant de la durée prévue au §5 » sont supprimés ;

ii) Au second alinéa du 3°, les mots : « de la durée prévue au §5 » sont supprimés et la référence : « §7 » est remplacée par la référence : « §6 » ;

b) Au septième alinéa du §2, les mots : « ou par les anciens titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée bénéficiaires d'un congé individuel de formation accordé avant le 1er janvier 2019 » sont supprimés ;

c) Les §4 et §5 sont remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés :

« §4.- La durée d'indemnisation calculée conformément au présent article est bornée par des durées minimales et maximales.

« 1° La durée calculée conformément au premier alinéa du 1° du §1er du présent article ou du premier alinéa du 3° du même §1er ne peut être inférieure à 182 jours calendaires, ni supérieure à 609 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés de 57 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 913 jours calendaires.

« 2° L'allongement de la durée d'indemnisation au titre du complément de fin de droits prévu au § 6, ne peut conduire la durée

d'indemnisation à dépasser les bornes maximales indiquées au 1° du présent § 4, ni la durée mentionnée au premier alinéa du 1° du §1 du présent article.

« 3° Les bornes maximales de la durée d'indemnisation prévues aux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux allocataires qui bénéficient de l'allongement de leur durée d'indemnisation au titre du § 5 du présent article. »

d) Le premier alinéa du §6, qui devient le §5, est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« § 5.- Par dérogation au § 1er, les allocataires âgés de 64 ans continuent d'être indemnisés jusqu'aux limites d'âge prévues au c de l'article 4.

« Pour bénéficier de cette prolongation de leur indemnisation, les allocataires doivent remplir les conditions ci-après : » ;

e) Au §7, qui devient le §6 :

i) Au premier alinéa, les mots : « , le cas échéant après l'augmentation de la durée d'indemnisation mentionnée au § 5, » sont supprimés ;

ii) Le second alinéa est abrogé ;

7° Après l'article 9 bis, sont insérés deux articles ainsi rédigés :

« Art. 9 ter.- § 1er.-La durée d'indemnisation est égale à un nombre de jours calendaires déterminé comme suit :

« 1° Ce nombre est égal au nombre de jours calendaires à compter du premier jour de la première période d'emploi incluse dans la période de référence mentionnée à l'article 3, jusqu'au terme de cette période de référence, déduction faite des périodes mentionnées au § 2 du présent article, auquel sont appliqués, le cas échéant, les plafonnements prévus au § 3 et au § 4.

« Il est appliqué à cette durée un coefficient égal à 0,6. Le nombre de jours en résultant est arrondi à l'entier supérieur.

« 2° L'allocataire dont le reliquat des droits résultant du 1° du présent § 1er, augmentés le cas échéant du complément de fin de formation prévu au § 6, est de trente jours ou moins au cours d'un mois pendant lequel l'arrêté mentionné au § 1er ou au § 1er bis de l'article 9 quater est applicable, bénéficie d'un complément de fin de droits.

« 3° Le complément de fin de droits mentionné au 2° du présent §1er et résultant de l'application de l'arrêté prévu au § 1er de l'article 9 quater est égal à la durée mentionnée au premier alinéa du 1° du présent § 1er, affectée d'un coefficient de 0,4.

« 4° Le complément de fin de droits mentionné au 2° du présent §1er et résultant de l'application de l'arrêté prévu au §1 bis de l'article 9 quater est égal à la durée mentionnée au premier alinéa du 1° du présent § 1er, affectée d'un coefficient de 0,15.

« 5° L'allocataire qui a bénéficié du complément de fin de droits au titre en application du 4° du présent § 1er, et dont le reliquat des droits n'est pas épuisé au cours d'un mois pendant lequel l'arrêté mentionné au § 1er de l'article 9 quater devient applicable, bénéficie d'un complément de fin de droits égal à la durée mentionnée au premier alinéa du 1° du présent § 1er, affectée d'un coefficient de 0,25.

« 6° Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa du 1° et à celles du 2° au 5°, la durée d'indemnisation pour le demandeur d'emploi résidant, à la date d'ouverture des droits, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin ou à Saint-Pierre-et-Miquelon est égale au nombre de jours calendaires mentionné au premier alinéa du 1° du § 1er.

« Par dérogation aux dispositions du 2° au 5°, le demandeur d'emploi résidant en métropole à la date d'ouverture des droits et, après déménagement, résidant dans le territoire de l'une des collectivités mentionnées au premier alinéa du présent 6° à la date de fin de ses droits résultant du 1°, augmentés le cas échéant du complément de fin de formation prévu au § 6, bénéficie du complément de fin de droits mentionné au 3° indépendamment de la mise en œuvre des dispositions de l'article 9 bis.

« § 2.-La durée d'indemnisation calculée conformément au premier alinéa du 1° du § 1er et au 3° du même § 1er est réduite du nombre de jours calendaires situés en dehors d'une période pendant laquelle l'intéressé bénéficie d'un contrat de travail, correspondant :

« -aux périodes de maternité mentionnées à l'article L. 331-3 du code de la sécurité sociale et aux périodes d'indemnisation accordées à la mère ou au père adoptif mentionnées à l'article L. 331-7 du même code ;

« -aux périodes de maternité non mentionnées à l'alinéa précédent, indemnisées au titre de la prévoyance ;

« -aux périodes d'arrêt maladie d'une durée supérieure à quinze jours consécutifs ;

« -aux périodes d'accident du travail mentionnées à l'article L. 411-1 du code de la sécurité sociale ainsi que les périodes de maladie d'origine professionnelle mentionnées à l'article L. 461-1 de ce code ;

« -aux périodes de paternité et d'accueil de l'enfant indemnisées au titre de l'article L. 331-8 du code de la sécurité sociale ;

« -aux périodes de formation mentionnées au b de l'article 4, à l'exception de celles mentionnées au 2° de l'article R. 5411-10 du code du travail et de celles accomplies par les bénéficiaires d'un projet de transition professionnelle mentionnés aux articles L. 6323-17-1, R. 6323-11-1 et R. 6323-14-1 du code du travail ;

« Sont également déduits de ce nombre de jours calendaires les jours correspondant aux périodes d'activité professionnelle non déclarées par le demandeur d'emploi en application de l'article L. 5426-1-1 du code du travail.

« § 3.-La durée d'indemnisation calculée conformément au premier alinéa du 1° du § 1er et au premier alinéa du 6° du même § 1er est réduite de telle sorte que le nombre de jours calendaires non pris en compte dans la détermination de la condition d'affiliation mentionnée à l'article 3 ne soit pas supérieur à un plafond.

« Ce plafond est égal à 75 % du nombre de jours travaillés déterminé en application de l'article 3, converti sur une base calendaire par l'application du coefficient de 1,4 correspondant au quotient de 7 jours sur 5.

« § 4.-La durée d'indemnisation calculée conformément au présent article est bornée par des durées minimales et maximales.

« 1° La durée calculée conformément au premier alinéa du 1° du §1er du présent article ou du premier alinéa du 6° du même §1er ne peut être inférieure à 182 jours calendaires, ni supérieure à 609 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés de 57 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 913 jours calendaires.

« 2° L'allongement de la durée d'indemnisation au titre du complément de fin de droits prévu aux 2° à 5° et au second alinéa du 6° du § 1er, ou du complément de fin de formation prévu au § 6, ne peut conduire la durée d'indemnisation à dépasser les bornes maximales indiquées aux 1° du présent § 4, ni la durée mentionnée au premier alinéa du 1° du §1 du présent article.

« 3° Les bornes maximales de la durée d'indemnisation prévues aux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux allocataires qui bénéficient de l'allongement de leur durée d'indemnisation au titre du § 5 du présent article.

« § 5.-Par dérogation au § 1er, les allocataires âgés de 64 ans continuent d'être indemnisés jusqu'aux limites d'âge prévues au c de l'article 4.

« Pour bénéficier de cette prolongation de leur indemnisation, les allocataires doivent remplir les conditions ci-après :

« -être en cours d'indemnisation depuis un an au moins ;

« -justifier de périodes d'emploi totalisant au moins douze années d'appartenance au régime d'assurance chômage ou de périodes assimilées ;

« -justifier de 100 trimestres validés par l'assurance vieillesse au titre des articles L. 351-1 à L. 351-6-1 du code de la sécurité sociale ;

« -justifier, soit d'une période d'emploi d'une année continue, soit de plusieurs périodes d'emploi discontinues totalisant au moins deux années d'affiliation dans une ou plusieurs entreprises au cours des cinq années précédant la fin du contrat de travail.

« Pour la recherche de la condition d'appartenance de douze années, sont assimilées à des périodes d'emploi salarié :

« a) Sans limite :

« -les périodes de travail pour le compte d'un employeur mentionné à l'article L. 5424-1 du code du travail ;

« -les périodes de travail accomplies en Guadeloupe, à la Réunion, à la Martinique, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon avant le 1er septembre 1980 ;

« b) Dans la limite de cinq ans :

« -les périodes d'actions concourant au développement des compétences mentionnées aux articles L. 6313-1 à L. 6313-8 du code du travail ;

« -les périodes de majoration de la durée d'assurance vieillesse dans les conditions définies par les articles L. 351-4 à L. 351-6-1 du code de la sécurité sociale ;

« -les périodes de congé de présence parentale mentionnées à l'article L. 1225-62 du code du travail ou de congé de proche aidant mentionnées à l'article L. 3142-16 du même code ;

« -les périodes d'affiliation obligatoire au titre de l'assurance vieillesse mentionnées à l'article L. 381-1 du code de la sécurité sociale pour les bénéficiaires du complément familial, de l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant ou de la prestation partagée d'éducation de l'enfant, de l'allocation journalière de présence parentale, de l'allocation journalière de proche aidant ou pour les personnes assumant la charge d'un handicapé ;

« -les périodes d'affiliation volontaire au titre de l'assurance vieillesse des salariés ayant été à la charge, à quelque titre que ce soit, d'un régime obligatoire français d'assurance maladie et travaillant hors du territoire français ou des parents chargés de famille ne relevant pas à titre personnel d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse en application des 1° et 2° de l'article L. 742-1 du code de la sécurité sociale ;

« -les périodes pour lesquelles les cotisations à l'assurance vieillesse ont été rachetées en application de la loi n° 65-555 du 10 juillet 1965, pour des activités exercées en dehors de la métropole par des salariés expatriés autorisés par ailleurs à souscrire une assurance volontaire.

« § 6.-Le demandeur d'emploi qui, au terme de son indemnisation, suit une formation qualifiante au sens de l'article L. 6314-1 du code du travail inscrite au projet personnalisé d'accès à l'emploi mentionné à l'article L. 5411-6 du code du travail, d'une durée de six mois ou plus, se voit verser un complément de fin de formation qui allonge la durée d'indemnisation jusqu'au terme de la formation.

« Art. 9 quater.- § 1er. - Le complément de fin de droits prévu au 3° du § 1er de l'article 9 ter est applicable à compter du premier jour du mois civil au cours duquel est publié l'arrêté du ministre chargé de l'emploi constatant, sur la base des estimations de l'Institut national de la statistique et des études économiques, la réalisation d'au moins une des deux conditions suivantes :

« - l'atteinte par le taux de chômage pour la France (hors Mayotte) au sens du Bureau international du travail, d'un niveau égal ou excédant 9,0 %

« - une nouvelle augmentation de plus de 0,8 point sur un trimestre constaté après application du §1 bis.

« L'arrêté du ministre est publié dans un délai maximum de dix jours suivant la publication par l'Institut national de la statistique et des études économiques des résultats de l'enquête trimestrielle permettant de vérifier le respect de l'une de ces conditions.

« §1 bis. - Le complément de fin de droits prévu au 4° du § 1er de l'article 9 ter est applicable à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté du ministre chargé de l'emploi constatant, sur la base des estimations de l'Institut national de la statistique et des études économiques, la réalisation d'au moins une des deux conditions suivantes :

« - une augmentation sur un trimestre de 0,8 point ou plus de l'estimation du taux de chômage pour la France (hors Mayotte) au sens du Bureau international du travail ;

« - l'atteinte, pour l'estimation de ce même taux, d'un niveau égal ou excédant 6,5% et inférieur à 9,0 %.

« L'arrêté du ministre est publié dans un délai maximum de dix jours suivant la publication par l'Institut national de la statistique et des études économiques des résultats de l'enquête trimestrielle permettant de vérifier le respect de l'une de ces conditions.

« § 2.- Les dispositions du 2° au 5° du § 1er de l'article 9 ter cessent d'être applicables à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté du ministre chargé de l'emploi constatant, sur la base des estimations de l'Institut national de la statistique et des études économiques, la réalisation des deux conditions cumulatives suivantes sur trois trimestres consécutifs :

« - une hausse trimestrielle de moins de 0,8 point ou une baisse de l'estimation du taux de chômage France (hors Mayotte) au sens du Bureau international du travail constaté par l'Institut national de la statistique et des études économiques ;

« - l'atteinte, pour l'estimation de ce même taux, d'un niveau inférieur à 6,5 %.

« L'arrêté du ministre est publié dans un délai maximum de dix jours suivant la publication par l'Institut national de la statistique et des études économiques des résultats de la dernière des enquêtes trimestrielles permettant de vérifier le respect de ces conditions. » ;

8° A l'article 10, les mots : « fixée au dernier alinéa du » sont remplacés par les mots : « maximale applicable aux demandeurs d'emploi âgés de 57 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail fixée au » ;

9° A l'article 12 :

a) Au premier alinéa du §2, après les mots : « de non concurrence, » sont insérés les mots : « les indemnités compensatrices de compte-épargne temps, les indemnités transactionnelles, et »

b) Au quatrième alinéa du §3, les mots : « de suspension du contrat de travail mentionnées au deuxième alinéa » sont remplacés par les mots : « d'emploi non prises en compte en affiliation mentionnées au » ;

c) Au §3 bis, après les mots : « ou d'adoption », sont insérés les mots : «, les périodes couvertes par le délai d'un mois mentionné aux articles L. 1226-4 et L. 1226-11 du code du travail en cas d'incapacité d'origine professionnelle ou non, » ;

10° Le second alinéa de l'article 13 est abrogé ;

11° A l'article 14 :

a) Au troisième alinéa, le montant : « 12 euros » est remplacé par le montant : « 12, 95 euros » ;

b) Au cinquième alinéa, le montant : « 29, 26 euros » est remplacé par le montant : « 31, 59 euros » ;

12° A l'article 16 :

a) Le premier alinéa constitue un §1<sup>er</sup> ;

b) Après le §1<sup>er</sup>, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« §2.- Le montant de l'allocation journalière servie aux allocataires bénéficiant d'une prolongation de leur droit dans les conditions prévues au §5 de l'article 9 ne peut dépasser 57% du plafond mensuel de la sécurité sociale ramenés à un montant journalier par l'application d'un coefficient égal à 12/365 » ;

13° Au premier alinéa de l'article 17, le montant : « 20, 96 euros » est remplacé par le montant : « 22, 61 euros » ;

14° A l'article 17 bis :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au deuxième alinéa, le montant : « 59, 03 euros » est remplacé par le montant : « 63, 72 euros » ;

ii) Au troisième alinéa, le montant : « 84, 33 euros » est remplacé par le montant : « 91, 02 euros » ;

b) Au §5, les mots : « dans les conditions prévues au 2° du § 1er de l'article 9 ou au § 7 du même article » sont remplacés par les mots : « au titre du complément de fin de droits ou du complément de fin de formation mentionnés à l'article 9 » ;

15° A l'article 21 :

a) Au quatrième alinéa du §1er, le nombre : « 95, 8 » est remplacé par le nombre : « 107, 9 » ;

b) Au §3 :

i) Au cinquième alinéa, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 », le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » et les mots : « 24 mois » sont remplacés par les mots : « 20 mois ou, le cas échéant, dans les 30 mois » ;

ii) Au sixième alinéa, les mots : « aux ayants droit » sont remplacés par les mots : « au conjoint » ;

16° Le troisième alinéa du §3 de l'article 23 est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« - ou à la date du dépôt de la demande d'allocations. » ;

17° A l'article 24 :

a) Les deux premiers alinéas de l'article 24 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Les allocations sont payées mensuellement à terme échu. Ce paiement correspond à trente allocations journalières, sauf en cas de survenance d'événements venant en déduction du nombre d'allocations journalières payées pour tous les jours calendaires. » ;

b) Le troisième alinéa, qui devient le deuxième alinéa, est complété par les mots : « , sauf en cas de reprise d'activité professionnelle non salariée dans les conditions prévues à l'article 32 bis » ;

18° A l'article 25 :

a) Le c du §2 est complété par les mots : « , dans les conditions prévues au f de l'article 4 » ;

b) Au b du §3, les deux occurrences du mot : « entreprise » sont remplacées par les mots : « administration ou son entreprise » et après les mots : « renouvellement de » sont ajoutés les mots : « sa période de disponibilité ou de » ;

c) L'article est complété par dix alinéas ainsi rédigés :

« § 4 – Le versement de l'allocation d'aide au retour à l'emploi cesse à la date à laquelle le droit est déchu, soit au terme d'un délai de trois ans, courant à compter de la date d'ouverture de droits ou de rechargement, augmenté de la durée d'indemnisation visée au §1 de l'article 9 du présent règlement, vérifié chaque mois.

« Le délai visé à l'alinéa précédent est allongé :

« - des périodes d'interruption de travail ayant donné lieu au service des prestations en espèces de l'assurance maladie, d'une durée supérieure à quinze jours consécutifs ;

« - des journées d'interruption de travail ayant donné lieu au service des indemnités journalières de repos de l'assurance maternité au titre des assurances sociales, des indemnités journalières au titre d'un congé de paternité, des indemnités journalières au titre d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ;

« - des périodes de formation visées au b de l'article 4 du présent règlement ;

« - de la période pendant laquelle la personne a repris un emploi sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de mission ;

« - de la durée des périodes durant lesquelles ont été accomplies des obligations contractées à l'occasion du service national, en application des premiers et deuxièmes alinéas de l'article L. 111-2 du code du service national, et de la durée des missions accomplies dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de service civique, dans ses différentes formes possibles, dans les conditions prévues à l'article L. 120-1 du même code ;

« - de la durée de versement de la prestation partagée d'éducation de l'enfant dans le cadre de la prestation d'accueil du jeune enfant dans les conditions fixées par l'article L. 532-2 du code de la sécurité sociale ;

« - de la durée de versement de l'allocation journalière de présence parentale dans les conditions fixées par l'article L. 544-8 du code de la sécurité sociale.

« Le délai visé au premier alinéa du présent § 4 ne s'applique pas à l'allocataire bénéficiant du maintien de droits dans les conditions du §6 de l'article 9. » ;

19° A l'article 26 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au premier alinéa, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés ;

ii) Au troisième alinéa du b, le nombre : « 65 » est remplacé par le nombre : « 88 » et le nombre : « 455 » est remplacé par le nombre : « 610 » ;

iii) Au quatrième alinéa du b, après les mots : « l'imputation prévue à l'article 35 », sont insérés les mots : « , sous réserve que l'activité non salariée au titre de laquelle l'aide prévue à l'article 35 a été accordée ait cessé » ;

b) Au premier alinéa du §2, le nombre : « 65 » est remplacé par le nombre : « 88 » et le nombre : « 455 » est remplacé par le nombre : « 610 » ;

c) Au deuxième alinéa du §3, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » et le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » ;

d) Au §4, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés.

### Article 3

Le titre II du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 28 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au premier alinéa, le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » et le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » ;

ii) Au quatrième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;

iii) Au cinquième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 », le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;

b) Au §3, les mots : « dans les conditions prévues au 2° du § 1er de l'article 9, » sont supprimés et les mots : « mentionné au § 7 du même article » sont remplacés par les mots : « mentionnés à l'article 9 » ;

2° A l'article 31 :

a) Les six premiers alinéas constituent un §1<sup>er</sup> ;

b) L'article est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« §2.- Par dérogation au troisième alinéa du §1er, pour les allocataires âgés de 57 ans et plus à la date de fin de leur dernier contrat de travail, 40% des rémunérations brutes d'activité exercées au cours d'un mois civil sont soustraites du montant total des allocations journalières qui auraient été versées pour le mois considéré en l'absence de reprise d'emploi salarié.

« Ce taux de 40% est applicable dans la limite d'un délai de douze mois civils. Ce délai court à compter du premier jour du mois civil ayant permis le versement d'au moins une allocation journalière dans le cadre de ce cumul spécifique. Ce délai est consommé au titre de chaque mois civil de cumul au titre duquel au moins une allocation journalière est versée.

« Au terme du délai visé à l'alinéa précédent, le cumul reprend le cas échéant dans les conditions prévues au §1. » ;

3° Au deuxième alinéa de l'article 32, les mots : « ou à l'article 32 bis » sont supprimés ;

4° L'article 32 bis est remplacé par un article ainsi rédigé :

« Art. 32 bis.- Par dérogation aux articles 31 et 32, les rémunérations issues de l'exercice d'une activité professionnelle non salariée reprise ou conservée sont intégralement cumulables avec l'allocation d'aide au retour à l'emploi, dans la limite de 60% du reliquat des droits restant dû à la date de mise en œuvre des règles résultant du présent article.

« Le cas échéant, le versement du reliquat de droits peut reprendre en cas de cessation de l'activité professionnelle non salariée mentionnée au premier alinéa.

« Les règles prévues aux deux alinéas précédents s'appliquent également en cas d'exercice concomitant d'une activité professionnelle salariée reprise ou conservée et d'une activité professionnelle non salariée au cours du même mois. »

5° L'article 33 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La qualification de l'activité ne peut être remise en cause ultérieurement. » ;

6° Au dernier alinéa de l'article 34, les mots : « au 2° du § 1er de » sont remplacés par le mot : « à » ;

7° Le septième alinéa de l'article 35 est complété par les mots : « et ne pas être titulaire d'un contrat de travail à durée interminée à temps plein » ;

#### **Article 4**

Le titre III du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° L'article 36 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa du présent article, le décès de l'allocataire intervenant au cours de la période de suspension de l'allocation d'aide au retour à l'emploi prévue au c du §1er de l'article 25 du présent règlement, ne fait pas obstacle au versement de l'allocation décès. » ;

2° A l'article 38, les mots : « peut, à sa demande, bénéficier d'une aide forfaitaire » sont remplacés par les mots : « bénéficie d'une aide forfaitaire versée automatiquement » ;

#### **Article 5**

Le titre IV du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° Au §1<sup>er</sup> et au §3 de l'article 39, les différentes occurrences des mots : « Pôle emploi » sont remplacées par les mots : « France Travail » ;

2° Au deuxième alinéa du §3 de l'article 40, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

3° A l'article 42, la référence : « 38 » est remplacée par la référence : « 37 »

4° A l'article 43 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Après le septième alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« - au nombre de jours maximal d'indemnisation fixé à trente ;

« - au délai au terme duquel le droit est déchu dans les conditions prévues au §4 de l'article 25. » ;

ii) Au dixième alinéa, qui devient le douzième, le nombre : « 65 » est remplacé par le nombre : « 88 » et le nombre : « 455 » est remplacé par le nombre : « 610 » ;

iii) Au onzième alinéa, qui devient le treizième, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

b) Au §3 :

i) Le premier alinéa est complété par les mots : « ainsi que le délai au terme duquel le droit est déchu en application de l'article 25§4 » ;

ii) Le second alinéa est complété par les mots : « ainsi que le délai au terme duquel le droit est déchu en application de l'article 25§4 » ;

c) Le §4 est complété par les mots : « ou lorsque le droit est déchu en application de l'article 25§4 » ;

d) Au premier alinéa du §6, les mots : « au 2° du §1<sup>er</sup> de » sont remplacés par le mot : « à » ;

e) Au premier alinéa du §7, les mots : « au §7 de » sont remplacés par le mot : « à » ;

f) Après le §7, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« § 8.- France Travail notifie à l'allocataire l'attribution de l'aide visée à l'article 38. » ;

g) Les §8 et §9 deviennent les §9 et §10 ;

## Article 6

L'article 46 bis du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa du §3, la référence : « §3 » est remplacée par la référence : « §5 » ;

2° Au deuxième alinéa du §4, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail ».

## Article 7

Le titre VIII du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 50-3 :

a) Au premier alinéa du I, les mots : « une période de trois ans les » sont remplacés par les mots : « les trois premières modulations l'affectation des employeurs dans l'un des » ;

b) Après le III, sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

« IV.- Pour la troisième période d'emploi mentionnée à l'article 51 au cours de laquelle s'applique la modulation du taux des contributions :

« 1° La période de référence retenue en ce qui concerne la détermination des secteurs d'activité auxquels le dispositif est applicable, correspond, par dérogation aux quatrième à sixième alinéas du I, à la période comprise entre le 1er juillet 2017 et le 30 juin 2019 ;

« 2° Le septième alinéa du I de l'article 50-5 n'est pas applicable ;

« 3° L'effectif de l'employeur correspond, par dérogation au troisième alinéa du I, à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de la période de référence mentionnée au III de l'article 50-7. » ;

c) Au IV, qui devient le V, les deux occurrences du chiffre : « deux » sont remplacées par le chiffre : « trois » et les mots : « au II et au III » sont remplacés par les mots : « aux II à IV » ;

2° L'article 50-5 est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV.- Par dérogation aux premier et deuxième alinéas du I, pour la troisième période d'emploi mentionnée à l'article 51 au cours de laquelle s'applique le taux majoré ou minoré mentionné à l'article 50-2, le taux de séparation de l'entreprise est égal au quotient du nombre de séparations imputées à l'entreprise sur la période de référence mentionnée au IV de l'article 50-7 par l'effectif de l'entreprise correspondant à la moyenne du nombre de personnes employées au cours de chacun des mois de cette même période de référence. » ;

3° L'article 50-7 est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV.- Par dérogation au I, pour la troisième période d'emploi mentionnée à l'article 51 au cours de laquelle il est fait application de la modulation du taux de contribution, la période de référence est comprise entre le 1er juillet 2023 et le 30 juin 2024. » ;

4° L'article 50-9 est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV.- Par dérogation au I, pour la troisième période d'emploi mentionnée à l'article 51 au cours de laquelle s'applique le taux majoré ou minoré mentionné à l'article 50-2, le taux de séparation médian d'un secteur correspond à la médiane des taux de séparation mentionnés au IV de l'article 50-5, de l'ensemble des entreprises du secteur, de onze salariés et plus, pondérés par la part de la masse salariale de ces mêmes entreprises dans la masse salariale totale de l'ensemble des entreprises du secteur, de onze salariés et plus. » ;

5° L'article 51 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa, pour la troisième période d'emploi au cours de laquelle il est fait application du taux majoré ou minoré mentionné à l'article 50-2, le taux minoré ou majoré est applicable aux rémunérations dues au titre des périodes d'emploi courant du 1er septembre 2024 au 31 août 2025. ».

## Article 8

L'article 65 du règlement d'assurance chômage figurant à l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du §1<sup>er</sup>, les mots : « précédant l'inscription comme demandeur d'emploi ou, le cas échéant, le premier jour du mois au cours duquel la demande d'allocations mentionnée au §1<sup>er</sup> de l'article 39 a été déposée » sont remplacés par les mots : « mentionnée au §1<sup>er</sup> de l'article 7, »

2° Au §4 :

- a) Au deuxième alinéa, le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » ;
- b) Au troisième alinéa, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » ;
- c) Au quatrième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » et le nombre : « 55 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;
- d) Au cinquième alinéa, le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;
- e) Au sixième alinéa, les mots : « à l'article 16 » sont remplacés par les mots : « au §1<sup>er</sup> de l'article 16 ».

## Article 9

L'annexe I de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifiée :

1° A l'article 3 :

- a) Au §1er :
  - i) Au deuxième alinéa, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » ;
  - ii) Au troisième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;
  - iii) Au quatrième alinéa, le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;
- b) Le deuxième alinéa du §3 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, ne sont pas prises en compte dans la durée d'affiliation les périodes d'emploi ni rémunérées ni indemnisées et notamment :

« - les périodes de suspension du contrat de travail exercées dans le cadre de l'article L. 3142-28 du code du travail, d'un congé sans solde et assimilé d'une durée supérieure ou égale à un mois civil, lorsque ces périodes n'ont pas donné lieu au versement des contributions mentionnées aux articles L. 5422-9 à L. 5422-12 du code du travail ;

« - Les périodes de disponibilité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-1 à L. 514-8 du code général de la fonction publique et par les articles 42 à 51 bis du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 pour les fonctionnaires de l'Etat, par les articles 18 à 26 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 pour les fonctionnaires territoriaux, par les articles 28 à 37 du décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 pour les fonctionnaires hospitaliers. » ;

2° A l'article 12 :

a) Avant le §1<sup>er</sup>, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'article 12 est remplacé par les dispositions suivantes :

b) Au premier alinéa du §2, après les mots : « de non-concurrence, » sont insérés les mots : « les indemnités compensatrices de compte-épargne temps, les indemnités transactionnelles, » ;

c) Au quatrième alinéa du §3, les mots : « de suspension du contrat de travail mentionnées au deuxième alinéa du » sont remplacés par les mots : « d'emploi non prises en compte en affiliation mentionnées au » ;

3° A l'article 26 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au premier alinéa, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés ;

ii) Au troisième alinéa du b, le nombre : « 65 » est remplacé par le nombre : « 88 » ;

iii) Au quatrième alinéa du b, après les mots : « l'imputation prévue à l'article 35 », sont insérés les mots : « , sous réserve que l'activité professionnelle non salariée au titre de laquelle l'aide prévue à l'article 35 a été accordée ait cessé » ;

b) Au premier alinéa du §2, le nombre : « 65 » est remplacé par le nombre : « 88 » ;

c) Au deuxième alinéa du §3, le nombre : « 130 » est remplacé par : « 176 » ;

d) Au §4, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés ;

4° Au deuxième alinéa de l'article 28, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 ».

## Article 10

Le chapitre 1<sup>er</sup> de l'annexe II de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 3 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au deuxième alinéa, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 » et le nombre : « 1260 » est remplacé par le nombre : « 1680 » ;

ii) Au troisième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;

iii) Au quatrième alinéa, le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » ;

b) Le deuxième alinéa du §3 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, ne sont pas prises en compte dans la durée d'affiliation les périodes d'emploi ni rémunérées ni indemnisées et notamment :

« - les périodes de suspension du contrat de travail exercées dans le cadre de l'article L. 3142-28 du code du travail, d'un congé sans solde et assimilé d'une durée supérieure ou égale à un mois civil, lorsque ces périodes n'ont pas donné lieu au versement des contributions mentionnées à l'article L. 5422-9 du code du travail ;

« - Les périodes de disponibilité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-1 à L. 514-8 du code général de la fonction publique et par les articles 42 à 51 bis du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 pour les fonctionnaires de l'Etat, par les articles 18 à 26 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 pour les fonctionnaires territoriaux, par les articles 28 à 37 du décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 pour les fonctionnaires hospitaliers. » ;

2° Après l'article 4, sont insérés trois articles ainsi rédigés :

« Art 9 .- Le 1° du § 4 et le premier alinéa du §5 de l'article 9 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 4 - 1° La durée calculée conformément au premier alinéa du 1° du §1er du présent article ou du premier alinéa du 3° du même §1er ne peut être inférieure à 182 jours calendaires, ni supérieure à 609 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés de 53 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 913 jours calendaires.

« § 5.-Par dérogation au § 1er, les allocataires âgés de 62 ans continuent d'être indemnisés jusqu'aux limites d'âge prévues au c de l'article 4.

« Art 9 ter – Le 1° du § 4 et le premier alinéa du §5 de l'article 9 ter sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 4 - 1° La durée calculée conformément au premier alinéa du 1° du §1er du présent article ou du premier alinéa du 6° du même §1er ne peut être inférieure à 182 jours calendaires, ni supérieure à 609 jours calendaires.

« Pour les salariés privés d'emploi âgés de 53 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail, cette limite est portée à 913 jours calendaires.

« § 5.-Par dérogation au § 1er, les allocataires âgés de 62 ans continuent d'être indemnisés jusqu'aux limites d'âge prévues au c de l'article 4.

« *Art. 10.*- L'article 10 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans le cas de participation à des actions de formation rémunérées par l'Etat ou les régions, conformément à l'article L. 5422-2 du code du travail, la durée d'indemnisation maximale applicable aux demandeurs d'emploi âgés de 53 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail fixée au § 4 de l'article 9 est réduite à raison de la moitié de la durée de formation. Pour les allocataires qui, à la date de l'entrée en stage, pouvaient encore prétendre à une durée de droits supérieure à un mois, la réduction ne peut conduire à un reliquat de droits inférieur à trente jours calendaires. » ;

3° A l'article 21 :

a) Au quatrième alinéa du §1<sup>er</sup>, le nombre : « 95,8 » est remplacé par le nombre : « 107,9 » ;

b) Au §3 :

i) Au cinquième alinéa, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 », le nombre : « 1260 » est remplacé par le nombre : « 1680 » et les mots : « les 24 mois » sont remplacés par les mots : « les 20 mois ou, le cas échéant, dans les 30 mois » ;

ii) Au sixième alinéa, les mots : « aux ayant droit » sont remplacés par les mots : « au conjoint » ;

4° A l'article 26 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au premier alinéa, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés ;

ii) Au troisième alinéa du b, le nombre : « 91 » est remplacé par le nombre : « 123 » et le nombre : « 630 » est remplacé par le nombre : « 840 » ;

iii) Au quatrième alinéa du b, après les mots : « l'imputation prévue à l'article 35 » sont insérés les mots : « , sous réserve que l'activité professionnelle non salariée au titre de laquelle l'aide prévue à l'article 35 a été accordée ait cessé » ;

b) Au premier alinéa du §2, le nombre : « 91 » est remplacé par le nombre : « 123 » et le nombre : « 630 » est remplacé par le nombre : « 840 » ;

c) Au deuxième alinéa du §3, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 » et le nombre : « 1260 » est remplacé par le nombre : « 1680 » ;

d) Au §4, les mots : « du §5 de l'article 9 et » ;

5° Au §1<sup>er</sup> de l'article 28 :

- a) Au premier alinéa, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 » et le nombre : « 1260 » est remplacé par le nombre : « 1680 » ;
- b) Au quatrième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;
- c) Au cinquième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » et le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 ».

## **Article 11**

Le chapitre II de l'annexe II de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 3 :

- a) Au §1<sup>er</sup> :
  - i) Au deuxième alinéa, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 » et le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;
  - ii) Au troisième alinéa, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 » et le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » ;

b) Le deuxième alinéa du §3 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, ne sont pas prises en compte dans la durée d'affiliation les périodes d'emploi ni rémunérées ni indemnisées et notamment :

« - les périodes de suspension du contrat d'engagement maritime exercées dans le cadre de l'article L. 3142-28 du code du travail, d'un congé sans solde et assimilé d'une durée supérieure ou égale à un mois civil, lorsque ces périodes n'ont pas donné lieu au versement des contributions mentionnées à l'article L. 5422-9 du code du travail ;

« - Les périodes de disponibilité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-1 à L. 514-8 du code général de la fonction publique et par les articles 42 à 51 bis du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 pour les fonctionnaires de l'Etat, par les articles 18 à 26 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 pour les fonctionnaires territoriaux, par les articles 28 à 37 du décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 pour les fonctionnaires hospitaliers. » ;

2° A l'article 9 :

- a) Au §4 :
  - i) Au premier alinéa, le nombre : « 730 » est remplacé par le nombre : « 609 » ;
  - ii) Le deuxième alinéa est abrogé ;
  - iii) Au troisième alinéa, le nombre : « 55 » est remplacé par le nombre : « 53 » et le nombre : « 1095 » est remplacé par le nombre : « 913 » ;
- b) Le §5 est abrogé ;
- c) Le §6 devient le §5 ;

d) Au §7 qui devient le §6, la référence : « § 7 » est remplacée par la référence : « § 6 » ;

3° Après l'article 9 bis sont insérés trois articles ainsi rédigés :

« *Art. 9 ter.*- L'article 9 ter n'est pas applicable.

« *Art. 9 quater.*- L'article 9 quater n'est pas applicable.

« *Art. 10.*- L'article 10 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans le cas de participation à des actions de formation rémunérées par l'Etat ou les régions, conformément à l'article L. 5422-2 du code du travail, la durée d'indemnisation maximale applicable aux demandeurs d'emploi âgés de 53 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail fixée au dernier alinéa du § 4 de l'article 9 est réduite à raison de la moitié de la durée de formation. Pour les allocataires qui, à la date de l'entrée en stage, pouvaient encore prétendre à une durée de droits supérieure à un mois, la réduction ne peut conduire à un reliquat de droits inférieur à trente jours calendaires. » ;

4° A l'article 14 :

a) Au quatrième alinéa, le montant : « 12 euros » est remplacé par le montant : « 12, 95 euros » ;

b) Au sixième alinéa, le montant : « 29, 26 euros » est remplacé par le montant : « 31, 59 euros » ;

5° L'article 16 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le montant de l'allocation journalière servie aux allocataires bénéficiant d'une prolongation de leur droit dans les conditions prévues au §5 de l'article 9 ne peut dépasser 57% du plafond mensuel de la sécurité sociale ramenés à un montant journalier par l'application d'un coefficient égal à 12/365. »

6° A l'article 21 :

a) Au quatrième alinéa du §1<sup>er</sup>, le nombre : « 95, 8 » est remplacé par le nombre : « 107, 9 » ;

b) Au cinquième alinéa du §3, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 » et le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;

7° A l'article 26 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au premier alinéa, les mots : « du §5 de l'article 9 et »

ii) Au troisième alinéa du b, le nombre : « 91 » est remplacé par le nombre : « 123 » ;

iii) Au quatrième alinéa du b, après les mots : « l'imputation prévue à l'article 35 », sont insérés les mots : « , sous réserve que l'activité professionnelle non salariée au titre de laquelle l'aide prévue à l'article 35 a été accordée ait cessé » ;

- b) Au premier alinéa du §2, le nombre : « 91 » est remplacé par le nombre : « 123 » ;
  - c) Au deuxième alinéa du §3, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 » ;
  - d) Au premier alinéa du §4, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés ;
- 8° Au §1<sup>er</sup> de l'article 28 :
- a) Au premier alinéa, le nombre : « 182 » est remplacé par le nombre : « 246 » ;
  - b) Au quatrième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;
  - c) Au cinquième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » et le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 ».

## Article 12

Le chapitre Ier de l'annexe III de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 3 :

- a) Au §1<sup>er</sup> :
  - i) Au deuxième alinéa, le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 », le nombre : « 260 » est remplacé par le nombre : « 352 » et le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;
  - ii) Au troisième alinéa, le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 », le nombre : « 260 » est remplacé par le nombre : « 352 » et le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » ;
- b) Le deuxième alinéa du §3 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, ne sont pas prises en compte dans la durée d'affiliation les périodes d'emploi ni rémunérées ni indemnisées et notamment :

« - les périodes de suspension du contrat de travail exercées dans le cadre de l'article L. 3142-28 du code du travail, d'un congé sans solde et assimilé d'une durée supérieure ou égale à un mois civil, lorsque ces périodes n'ont pas donné lieu au versement des contributions mentionnées à l'article L. 5422-9 du code du travail ;

« - les périodes de disponibilité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-1 à L. 514-8 du code général de la fonction publique et par les articles 42 à 51 bis du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 pour les fonctionnaires de l'Etat, par les articles 18 à 26 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 pour les fonctionnaires territoriaux, par les articles 28 à 37 du décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 pour les fonctionnaires hospitaliers. » ;

2° Au quatrième alinéa du §3 de l'article 12, les mots : « de suspension du contrat de travail mentionnées au deuxième alinéa du » sont remplacés par les mots : « d'emploi non prises en compte en affiliation mentionnées au » ;

3° A l'article 26 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au premier alinéa, les mots : « du §5 de l'article 9 » sont supprimés :

ii) Au troisième alinéa du b, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » ;

iii) Au quatrième alinéa du b, après les mots : « l'imputation prévue à l'article 35 » sont insérés les mots : « , sous réserve que l'activité professionnelle non salariée au titre de laquelle l'aide prévue à l'article 35 a été accordée ait cessé » ;

b) Au premier alinéa du §2, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » ;

c) Au deuxième alinéa du §3, le nombre : « 260 » est remplacé par le nombre : « 352 » ;

d) Au §4, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés ;

4° Au §1<sup>er</sup> de l'article 28 :

a) Au premier alinéa, le nombre : « 260 » est remplacé par le nombre : « 352 » ;

b) Au quatrième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;

c) Au cinquième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 », le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;

### Article 13

Le chapitre II de l'annexe III de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 9 :

a) Au §4 :

i) Au premier alinéa, le nombre : « 730 » est remplacé par le nombre : « 609 » ;

ii) Au deuxième alinéa, les mots : « 53 ans et de moins de 55 ans » sont remplacés par les mots : « 57 ans » ;

iii) Le dernier alinéa est abrogé ;

b) Le §5 est abrogé ;

c) Au premier alinéa du §6, qui devient le §5, le nombre : « 62 » est remplacé par le nombre : « 64 » ;

d) Au §7, qui devient le §6, la référence : « §7 » est remplacée par la référence : « §6 » ;

2° Après l'article 9 bis, sont insérés deux articles ainsi rédigés :

« *Art. 9 ter.* - L'article 9 ter n'est pas applicable.

« *Art. 9 quater.* - L'article 9 quater n'est pas applicable. » ;

« Dans le cas de participation à des actions de formation rémunérées par l'Etat ou les régions, conformément à l'article L. 5422-2 du code du travail, la durée d'indemnisation maximale applicable aux demandeurs d'emploi âgés de 55 ans et plus à la date de fin de leur contrat de travail fixée au § 4 de l'article 9 est réduite à raison de la moitié de la durée de formation. Pour les allocataires qui, à la date de l'entrée en stage, pouvaient encore prétendre à une durée de droits supérieure à un mois, la réduction ne peut conduire à un reliquat de droits inférieur à trente jours calendaires. »;

3° Au troisième alinéa de l'article 13, le nombre : «130 » est remplacé par le nombre : «176 ».

## Article 14

Après l'annexe III de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé, il est rétabli une annexe IV ainsi rédigée :

### « ANNEXE IV

« Personnes ayant travaillé sous contrat d'emploi pénitentiaire mentionné aux articles L. 412-20 et suivants du code pénitentiaire

« En application de l'article L. 5424-30 du code du travail, les dispositions de la présente annexe s'appliquent aux personnes ayant travaillé sous contrat d'emploi pénitentiaire visé aux articles L. 412-10 à L. 412-18 du code pénitentiaire, au cours de la période de référence affiliation visée à l'article 3 du règlement général.

« Pour les personnes définies ci-dessus, les articles du règlement général et de ses annexes s'appliquent, sous réserve des dispositions des chapitres 1er et 2.

### « Chapitre 1er - Les prestations

« § 1er - Pour l'application de l'article 2 du règlement général et de ses annexes, est assimilée à une privation involontaire d'emploi la cessation du contrat d'emploi pénitentiaire résultant de l'une des causes visées à l'article L. 324-8 du code pénitentiaire.

« § 2 - Pour la recherche des conditions d'attribution de l'allocation d'aide au retour à l'emploi prévues par l'article 3, sont considérés comme des périodes d'affiliation, les jours ou les heures de travail accomplis au titre d'un contrat d'emploi pénitentiaire.

« § 3 - Pour l'application des articles 7 et 8, le dernier jour du contrat d'emploi pénitentiaire est assimilé à une fin de contrat de travail.

« § 4 - Pour l'application de l'article 9 §2, la durée d'indemnisation est réduite du nombre de jours calendaires situés en dehors d'une période pendant laquelle l'intéressé bénéficie d'un contrat d'emploi pénitentiaire, correspondant aux périodes d'incarcération.

« § 5 - Pour l'application des articles 11 à 19, les rémunérations perçues au contrat d'emploi pénitentiaire pendant la période de référence calcul et soumises aux contributions sont prises en compte pour le calcul de l'allocation journalière.

« § 6 - Le coefficient réducteur mentionné à l'article 15 du règlement d'assurance chômage n'est pas applicable.

« § 7 - Pour l'application de l'article 23, le point de départ du versement des allocations peut intervenir au plus tôt à la date de la libération de la personne détenue ou à compter de la date à laquelle elle bénéficie d'un aménagement de peine, lorsque cette mesure permet la recherche effective d'un emploi, conformément au second alinéa de l'article L. 5424-30 du code du travail.

## « Chapitre 2 - Les contributions

« § 1er - En application de l'article L. 324-11 du code pénitentiaire, l'Etat prend en charge les contributions d'assurance chômage dues au titre de ces contrats. Cette prise en charge permet de remplir l'obligation mentionnée à l'article L. 324-10 du code pénitentiaire.

« § 2 - En application de l'article L. 324-11 du code pénitentiaire, les contributions d'assurance chômage sont assises sur les rémunérations versées au titre du contrat d'emploi pénitentiaire et sont prises en compte dans les conditions prévues pour les revenus d'activité par l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

« § 3 - Les taux des contributions versées au titre des contrats d'emploi pénitentiaires sont ceux visés à l'article 50-1 du règlement d'assurance chômage, les dispositions de l'article 50-2 n'étant pas applicables, conformément à l'article L. 324-11 du code pénitentiaire. »

## Article 15

L'annexe V de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifiée :

1° A l'article 3 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au deuxième alinéa, le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » ;

ii) Au troisième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 », le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;

iii) Au quatrième alinéa, le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 », le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;

b) Le deuxième alinéa du §3 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, ne sont pas prises en compte dans la durée d'affiliation les périodes d'emploi ni rémunérées ni indemnisées et notamment :

« - les périodes de suspension du contrat de travail exercées dans le cadre de l'article L. 3142-28 du code du travail, d'un congé sans solde et assimilé d'une durée supérieure ou égale à un mois

civil, lorsque ces périodes n'ont pas donné lieu au versement des contributions mentionnées à l'article L. 5422-9 du code du travail ;

« - les périodes de disponibilité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-1 à L. 514-8 du code général de la fonction publique et par les articles 42 à 51 bis du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 pour les fonctionnaires de l'Etat, par les articles 18 à 26 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 pour les fonctionnaires territoriaux, par les articles 28 à 37 du décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 pour les fonctionnaires hospitaliers. » ;

2° A l'article 26 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au premier alinéa, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés ;

ii) Au troisième alinéa du b, le nombre : « 455 » est remplacé par le nombre : « 610 » ;

iii) Au quatrième alinéa du b, après les mots : « l'imputation prévue à l'article 35 » sont insérés les mots : « , sous réserve que l'activité non salariée au titre de laquelle l'aide prévue à l'article 35 a été accordée ait cessé » ;

b) Au premier alinéa du §2, le nombre : « 455 » est remplacé par le nombre : « 610 » ;

c) Au deuxième alinéa du §3, le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » ;

d) Au §4, les mots : « du §5 de l'article 9 et » sont supprimés ;

3° A l'article 28 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Au premier alinéa, le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » ;

ii) Au quatrième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » ;

iii) Au cinquième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 », le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;

b) Au §3, les mots : « dans les conditions prévues au 2° du §1<sup>er</sup> de l'article 9 » sont supprimés et les mots : « mentionné au §7 du même article » sont remplacés par les mots : « mentionnés à l'article 9 ».

## Article 16

L'annexe VIII de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifiée :

1° A l'article 4 :

a) Le deuxième alinéa du b est abrogé ;

b) Au f, après le mot : « résider » sont insérés les mots : « de manière effective » et après les mots : « présente annexe » sont insérés les mots : « au moins six mois au cours de l'année civile de versement de l'allocation » ;

2° A l'article 7 :

a) Au §1<sup>er</sup>, les mots : « ou, le cas échéant, lorsque la demande intervient en cours d'inscription, le premier jour du mois au cours duquel la demande a été déposée » sont remplacés par les mots : « Lorsque le demandeur d'emploi est déjà inscrit, la fin du contrat de travail prise en considération est la dernière fin de contrat de travail précédant la demande d'allocation prévue à l'article 39 § 1er et doit se situer dans un délai de douze mois dont le terme est la veille du dépôt de cette demande » ;

b) Le e du §2 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« e) des périodes durant lesquelles l'intéressé a fait l'objet d'une mesure d'incarcération qui s'est prolongée au plus trois ans :

« - après la rupture du contrat de travail survenue dans un délai maximum d'un mois avant pendant la période de privation de liberté ;

« - après la rupture d'un contrat de travail ou d'un contrat d'emploi pénitentiaire survenue pendant la période de privation de liberté ; » ;

3° A l'article 9 :

a) Au premier alinéa du e du §1<sup>er</sup>, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

b) Au b du §2, le nombre : « 62 » est remplacé par le nombre : « 64 » ;

4° A l'article 14, le montant : « 31, 36 euros » est remplacé par le montant : « 31, 59 euros » ;

5° A l'article 16 :

a) Le premier alinéa constitue un §1er;

b) L'article est complété par un alinéa ainsi rédigé:

« §2.- Le montant de l'allocation journalière servie aux allocataires bénéficiant d'une prolongation de leur droit dans les conditions prévues au §2 de l'article 9 ne peut dépasser 57% du plafond mensuel de la sécurité sociale ramenés à un montant journalier par l'application d'un coefficient égal à 12/365. »;

6° A l'article 17, le montant : « 20, 96 euros » est remplacé par le montant : « 22, 61 euros » ;

7° Le b du §2 de l'article 25 est complété par les mots : « , dans les conditions prévues au f de l'article 4 » ;

8° Au deuxième alinéa du b du §1<sup>er</sup> de l'article 26, après les mots : « l'imputation prévue à l'article 35 » sont insérés les mots : « , sous réserve que l'activité non salariée au titre de laquelle l'aide prévue à l'article 35 a été accordée ait cessé » ;

9° Le dernier alinéa du §1<sup>er</sup> de l'article 35 est complété par les mots : « et qu'il n'est pas titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée à temps plein » ;

10° L'article 36 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa du présent article, le décès de l'allocataire intervenant au cours de la période de suspension de l'allocation d'aide au retour à l'emploi prévue au c) du §1<sup>er</sup> de l'article 25 du présent règlement, ne fait pas obstacle au versement de l'allocation décès. » ;

11° A l'article 38, les mots : « peut, à sa demande, bénéficier d'une aide forfaitaire » sont remplacés par les mots : « bénéficie d'une aide forfaitaire versée automatiquement » ;

12° A l'article 39 :

a) Au premier alinéa, les mots : « pole-emploi.fr » sont remplacés par les mots : « francetravail.fr » ;

b) Au deuxième alinéa, les deux occurrences des mots : « Pôle emploi » sont remplacées par les mots : « France Travail » ;

c) Au septième alinéa, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

13° Au deuxième alinéa du §5 de l'article 46 bis, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

14° Au §1<sup>er</sup> de l'article 47, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « par France Travail » ;

15° A l'article 49 :

a) Au premier alinéa du §1<sup>er</sup>, les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 » sont supprimés ;

b) Le §2 est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« § 2.- Les employeurs sont tenus d'adresser par une déclaration sociale nominative prévue à l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale les données relatives aux rémunérations servant au calcul des contributions incombant tant aux employeurs qu'aux salariés mentionnés aux 2° de l'article L. 5422-9 du code du travail. » ;

16° A l'article 53 :

a) Au §2, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

b) Les §3 et §4 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« §3 - Les contributions sont exigibles au plus tard aux échéances fixées par l'article R. 243-6 du code de la sécurité sociale » ;

17° A l'article 55, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

18° A l'article 65 :

a) Au premier alinéa du §1<sup>er</sup>, les mots : « précédant l'inscription comme demandeur d'emploi ou, le cas échéant, le premier jour du mois au cours duquel la demande d'allocations mentionnée à l'article 39 est effectuée » sont remplacés par les mots : « mentionnée au §1<sup>er</sup> de l'article 7, ceci » ;

b) Au §4 :

i) Au deuxième alinéa, le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » ;

ii) Au troisième alinéa, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » ;

iii) Au quatrième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;

iv) Au cinquième alinéa, le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 ».

## **Article 17**

Le chapitre Ier de l'annexe IX de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° Après l'article 9, il est inséré un article 9 ter ainsi rédigé :

« *Art. 9 ter.*- Le § 3 de l'article 9 ter est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3.- La durée d'indemnisation est réduite de telle sorte que le nombre de jours calendaires non pris en compte au titre de la condition d'affiliation dans la période visée au § 1 de l'article 11 du présent chapitre ne soit pas supérieur à un plafond.

« Ce plafond est égal à 75 % du nombre de jours travaillés, déterminé en application de l'article 3 et converti sur une base calendaire par l'application du coefficient de 1,4 correspondant au quotient de 7 jours sur 5, qui sont compris dans la période mentionnée au § 1 de l'article 11 du présent chapitre. » ;

2° Au quatrième alinéa du §3 de l'article 12, les mots : « de suspension du contrat de travail » sont remplacés par les mots : « d'emploi non prises en compte en affiliation ».

II.- Le point 2.1.1 du chapitre II de l'annexe IX de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifié :

1° A l'article 3 :

a) Le a est complété par les mots : « pour les demandeurs d'emploi âgés de moins de 57 ans à la date de fin du dernier contrat de travail, et pour les demandeurs d'emploi âgés de 57 ans et plus s'ils ne remplissent pas la condition d'affiliation mentionnée au b » ;

b) Le b est abrogé ;

c) Au c, qui devient le b :

i) Au premier alinéa, avant les mots : « 1642 jours » sont insérés les mots : « Pour les demandeurs d'emploi âgés de 57 ans ou plus à la date de fin du dernier contrat de travail, » ;

ii) Le troisième alinéa est complété par les mots : « si seule la condition d'affiliation mentionnée au a du présent article est remplie, » ;

iii) Le quatrième alinéa est abrogé ;

iv) Le cinquième alinéa est complété par les mots : « si la condition d'affiliation mentionnée au b du présent article est remplie, » ;

2° A l'article 9 :

a) Au §1<sup>er</sup> :

i) Le b est abrogé ;

ii) Au c, qui devient le b, la référence : « c » est remplacée par la référence : « b » ;

b) Le §5 est abrogé ;

c) Au §6, qui devient le §5, le nombre : « 62 » est remplacé par le nombre : « 64 » ;

3° Après l'article 9 bis, sont insérés deux articles ainsi rédigés :

« *Art. 9 ter.* - L'article 9 ter n'est pas applicable.

« *Art. 9 quater.* - L'article 9 quater n'est pas applicable. » ;

4° A l'article 10, les mots : « fixées par l'article 9 §1er b) et c) » sont remplacés par les mots : « maximale applicable aux demandeurs d'emploi âgés de 57 ans et plus à la date de leur contrat de travail fixées par l'article 9 §1er a et b ».

## **Article 18**

Au c de l'article 4 du chapitre III de l'annexe IX de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé, le nombre : « 55 » est remplacé par le nombre : « 57 ».

## **Article 19**

L'annexe X de l'annexe A du décret du 26 juillet 2019 susvisé est ainsi modifiée :

1° A l'article 4 :

a) Le deuxième alinéa du b est abrogé ;

b) Au f, après le mot : « résider » sont insérés les mots : « de manière effective » et après les mots : « présente annexe » sont insérés les mots : « au moins six mois au cours de l'année civile de versement de l'allocation » ;

2° A l'article 7 :

a) Au §1<sup>er</sup>, les mots : « ou, le cas échéant, lorsque la demande intervient en cours d'inscription, le premier jour du mois au cours duquel la demande a été déposée » sont remplacés par les mots : « Lorsque le demandeur d'emploi est déjà inscrit, la fin du contrat de travail prise en considération est la dernière fin de contrat de travail précédant la demande d'allocation prévue à l'article 39 § 1er et doit se situer dans un délai de douze mois dont le terme est la veille du dépôt de cette demande » ;

b) Le e du §2 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« e) des périodes durant lesquelles l'intéressé a fait l'objet d'une mesure d'incarcération qui s'est prolongée au plus trois ans :

« - après la rupture du contrat de travail survenue dans un délai maximum d'un mois avant pendant la période de privation de liberté ;

« - après la rupture d'un contrat de travail ou d'un contrat d'emploi pénitentiaire survenue pendant la période de privation de liberté ; » ;

3° A l'article 9 :

a) Au premier alinéa du e du §1<sup>er</sup>, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

b) Au b du §2, le nombre : « 62 » est remplacé par le nombre : « 64 » ;

4° A l'article 14, le montant : « 31, 36 euros » est remplacé par le montant : « 31, 59 euros » ;

5° A l'article 16:

a) Le premier alinéa constitue un §1er;

b) L'article est complété par un alinéa ainsi rédigé:

« §2.- Le montant de l'allocation journalière servie aux allocataires bénéficiant d'une prolongation de leur droit dans les conditions prévues au §2 de l'article 9 ne peut dépasser 57% du plafond mensuel de la sécurité sociale ramenés à un montant journalier par l'application d'un coefficient égal à 12/365. »;

6° A l'article 17, le montant : « 20, 96 euros » est remplacé par le montant : « 22, 61 euros » ;

7° Le b du §2 de l'article 25 est complété par les mots : «, dans les conditions prévues au f de l'article 4 » ;

8° Au deuxième alinéa du b du §1<sup>er</sup> de l'article 26, après les mots : « l'imputation prévue à l'article 35 » sont insérés les mots : «, sous réserve que l'activité non salariée au titre de laquelle l'aide prévue à l'article 35 a été accordée ait cessé » ;

9° Le dernier alinéa du §1<sup>er</sup> de l'article 35 est complété par les mots : « et qu'il n'est pas titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée à temps plein » ;

10° L'article 36 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa du présent article, le décès de l'allocataire intervenant au cours de la période de suspension de l'allocation d'aide au retour à l'emploi prévue au c) du §1er de l'article 25 du présent règlement, ne fait pas obstacle au versement de l'allocation décès. » ;

11° A l'article 38, les mots : « peut, à sa demande, bénéficier d'une aide forfaitaire » sont remplacés par les mots : « bénéficie d'une aide forfaitaire versée automatiquement » ;

12° A l'article 39 :

a) Au premier alinéa, les mots : « pole-emploi.fr » sont remplacés par les mots : « francetravail.fr » ;

b) Au deuxième alinéa, les deux occurrences des mots : « Pôle emploi » sont remplacées par les mots : « France Travail » ;

c) Au septième alinéa, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

13° Au deuxième alinéa du §5 de l'article 46 bis, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

14° Au §1<sup>er</sup> de l'article 47, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « par France Travail » ;

15° A l'article 49 :

a) Au premier alinéa du §1<sup>er</sup>, les mots : « à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 » sont supprimés ;

b) Le §2 est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« § 2.- Les employeurs sont tenus d'adresser par une déclaration sociale nominative prévue à l'article L. 133-5-3 du code de la sécurité sociale les données relatives aux rémunérations servant au calcul des contributions incombant tant aux employeurs qu'aux salariés mentionnés aux 2° de l'article L. 5422-9 du code du travail. » ;

16° A l'article 53 :

a) Au §2, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

b) Les §3 et §4 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« §3 - Les contributions sont exigibles au plus tard aux échéances fixées par l'article R. 243-6 du code de la sécurité sociale » ;

17° A l'article 55, les mots : « Pôle emploi » sont remplacés par les mots : « France Travail » ;

18° A l'article 65 :

a) Au premier alinéa du §1<sup>er</sup>, les mots : « précédant l'inscription comme demandeur d'emploi ou, le cas échéant, le premier jour du mois au cours duquel la demande d'allocations mentionnée

à l'article 39 est effectuée » sont remplacés par les mots : « mentionnée au §1<sup>er</sup> de l'article 7, ceci » ;

b) Au §4 :

i) Au deuxième alinéa, le nombre : « 910 » est remplacé par le nombre : « 1232 » ;

ii) Au troisième alinéa, le nombre : « 130 » est remplacé par le nombre : « 176 » ;

iii) Au quatrième alinéa, le nombre : « 24 » est remplacé par le nombre : « 20 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 » ;

iv) Au cinquième alinéa, le nombre : « 36 » est remplacé par le nombre : « 30 » et le nombre : « 53 » est remplacé par le nombre : « 57 ».

## Article 20

Au deuxième alinéa du I de l'article R. 5422-2 du code du travail, les mots : « neuf cent-dix heures ou cent trente » sont remplacés par les mots : « mille deux cent trente-deux heures ou cent soixante-seize ».

## Article 21

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, la ministre du travail, de la santé et des solidarités et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Envoyé en préfecture le 24/06/2024

Reçu en préfecture le 24/06/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20240612-DL1206240076-DE



La ministre du travail, de la santé et des solidarités

Catherine VAUTRIN

La ministre déléguée auprès du ministre  
de l'intérieur et des outre-mer, chargée  
des outre-mer

Marie GUEVENOUX